

**Art. 3.** Iedere mutatieaanvraag moet langs hiërarchische weg bij de Administration du Personnel et des Affaires Générales worden ingediend.

De aanvraag wordt gesteld op een formulier overeenkomstig het bij dit besluit gevoegde model.

De onmiddellijke hiërarchische meerdere die de aanvraag ontvangt, meldt de ontvangst ervan aan de ambtenaar.

**Art. 4.** Indien verschillende ambtenaren naar dezelfde betrekking dingen, wordt de volgende orde van voorrang in acht genomen :

1° de vastbenoemde ambtenaar wiens aanvraag op de verst afgelegen datum werd ingediend;

2° de vastbenoemde ambtenaar met de grootste dienstanciënniteit;

3° de oudste vastbenoemde ambtenaar;

4° de tijdelijke ambtenaar wiens aanvraag op de verst afgelegen datum werd ingediend;

5° de tijdelijke ambtenaar met de grootste dienstanciënniteit;

6° de oudste tijdelijke ambtenaar;

In de onderstelling dat verscheidene ambtenaren van betrekking zouden kunnen veranderen, wordt met voorrang slechts rekening gehouden voor zover zij de omwisseling niet onmogelijk maakt.

Voorts kan, na een omstandig gunstig advies van de Sociale Dienst van de orde van voorrang worden afgeweken :

1° wegens geneeskundige redenen vastgesteld door de Administratieve Gezondheidsdienst;

2° wegens sociale of familiale redenen.

**Art. 5.** De aanvragen inzake mutaties ingediend binnen drie maanden vanaf de inwerkingtreding van dit besluit worden geacht de dag van die inwerkingtreding te worden ingediend.

**Art. 6.** Iedere Minister van het Waalse Gewest is, voor de diensten waarvoor hij instaat, belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 4 juni 1986.

De Minister-Voorzitter,  
M. WATHELET

Bijlage

Aanstellingswijziging

Naam :

Voornaam :

Huidigde graad :

Huidige administratieve standplaats :

1. Gevraagde administratieve standplaats : (\*)

2. Gevraagde dienst(en) :

3. Reden van de aanvraag :

Datum :

Handtekening :

Gezien om te worden gevoegd bij het besluit van de Executieve van 4 juni 1986.

M. WATHELET

(\*) Opmerking : indien de betrokkene geen voorkeur heeft voor een bepalde dienst en alleen wenst te veranderen van administratieve standplaats dan vult hij alleen de punten 1 en 2 aan.

F. 86 — 1433

**26 JUIN 1986. — Arrêté de l'Exécutif régional wallon fixant la composition et le fonctionnement de la commission consultative pour la protection des eaux de surface contre la pollution**

L'Exécutif régional wallon,

Vu la loi spéciale de réformes institutionnelles du 8 août 1980, notamment les articles 6, § 1<sup>o</sup>, II, 1<sup>o</sup> et 8, § 1<sup>o</sup>, V, 2<sup>o</sup>;

Vu le décret du 25 mai 1983 modifiant, en ce qui concerne le Conseil économique régional pour la Wallonie, la loi-cadre du 15 juillet 1970 portant organisation de la planification et de la décentralisation économique et instaurant un Conseil économique et social de la Région wallonne;

Vu le décret du 7 octobre 1985 sur la protection des eaux de surface contre la pollution, notamment l'article 48;

Vu l'arrêté de l'Exécutif du 23 décembre 1985 modifiant l'arrêté du 27 janvier 1982 portant règlement du fonctionnement de l'Exécutif régional wallon;

Vu l'arrêté de l'Exécutif du 23 décembre 1985 fixant la répartition des compétences entre les Ministres, membres de l'Exécutif;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances donné le 6 juin 1986;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1er, modifié par la loi ordinaire de réformes institutionnelles du 9 août 1980;

Considérant qu'il importe que la Commission consultative puisse exercer ses activités dans les plus brefs délais parce que son avis est requis préalablement à l'adoption de la plus grande partie des arrêtés d'exécution du décret sur la protection des eaux de surface contre la pollution;

Vu l'urgence;

Sur la proposition du Ministre de l'Aménagement du Territoire, de la Vie rurale et de l'Eau pour la Région wallonne,

Arrête :

**Article 1er.** Au sens du présent arrêté, il faut entendre par Ministre : le membre de l'Exécutif régional wallon ayant la protection des eaux de surface dans ses attributions.

**Art. 2.** La Commission consultative pour la protection des eaux de surface contre la pollution se compose de trois groupes de 12 membres chacun :

1° Le premier groupe comprend des membres nommés parmi les candidats présentés par les organisations représentatives de l'industrie, du commerce et des classes moyennes, des agriculteurs et des éleveurs, des travailleurs à savoir :

- 3 représentants de l'Union Wallonne des Entreprises;
- 2 représentants de l'Entente Wallonne des Classes Moyennes;
- 1 représentant de l'Alliance Agricole Belge;
- 1 représentant des Unions Professionnelles Agricoles;
- 2 représentants de la Fédération Générale du Travail de Belgique;
- 2 représentants de la Confédération des Syndicats Chrétiens;
- 1 représentant de la Confédération Générale du Syndicat Libéral de Belgique.

2° Le deuxième groupe comprend des membres nommés parmi les candidats présentés par les associations de protection de l'environnement, des organisations représentatives des pêcheurs, des fédérations de natation et de loisirs nautiques et par les organisations représentatives des consommateurs, à savoir :

— 5 représentants d'associations de protection de l'environnement, un pour chaque province wallonne et un pour l'arrondissement de Nivelles, soit :

- 1 représentant des Amis de la Fagne pour la province de Liège;
- 1 représentant du Groupe de Développement de l'Ourthe Moyenne pour la province de Luxembourg;
- 1 représentant d'Inter-Environnement Wallonie pour la province de Namur;
- 1 représentant des Amis de la Terre (Mons) pour la province de Hainaut;
- 1 représentant d'A.D.E.S.A. pour l'arrondissement de Nivelles;
- 2 représentants de la Fédération sportive des pêcheurs francophones de Belgique;
- 1 représentant de la Fédération provinciale des Pêcheurs du Hainaut;
- 1 représentant de la Ligue francophone de Natation;
- 1 représentant de la Ligue régionale de yachting belge;
- 1 représentant de l'Association des Consommateurs « Test Achats »;
- 1 représentant de la Ligue des Familles.

3° Le troisième groupe comprend :

— des membres nommés parmi les candidats présentés par l'organisation représentative des producteurs d'eau potable à savoir :

- 4 représentants de l'Association Nationale des Services d'Eau (A.N.S.E.A.U.);
- des membres présentés par les organismes d'épuration à savoir :

8 représentants, soit un ingénieur ou à défaut un technicien spécialisé en matière d'épuration présenté par chaque organisme d'épuration.

Les membres de la Commission doivent être domiciliés en Région wallonne et âgés de 21 ans au moins.

Chacun des organismes, organisations, fédérations ou associations visés à l'article 2 ne peut être représenté qu'en une seule qualité.

**Art. 3.** Chacun des organismes, organisations, fédérations ou associations visés à l'article 2 présente au Ministre une liste double de candidats effectifs et de candidats suppléants par mandat conféré. Les membres effectifs et suppléants sont nommés par le Ministre.

Le suppléant participe aux travaux de la Commission en l'absence du membre effectif.

**Art. 4.** Les mandats sont personnels et conférés pour une période de quatre ans. Ils prennent cours le jour de la notification aux intéressés de l'arrêté portant nomination des membres de la Commission.

En cas de vacance avant l'expiration d'un mandat effectif, le membre suppléant achève le mandat en cours.

Sur décision expresse du Ministre, les fonctions de membres de la Commission peuvent prendre fin par la perte de la qualité de laquelle ils ont été nommés.

Au terme de la période de quatre ans la Commission est renouvelée aux conditions stipulées aux articles 2 et 3. Les candidatures sont présentées trois mois au moins avant le terme. Sauf circonstance exceptionnelle, le Ministre nomme les nouveaux membres au plus tard à la fin de la période susvisée.

**Art. 5.** Le président et le vice-président sont désignés par l'Exécutif éventuellement en dehors des personnes visées à l'article 2.

En cas de démission ou de décès du président, le vice-président assure la présidence jusqu'à ce que l'Exécutif ait désigné son remplaçant.

En cas de démission ou de décès du vice-président, l'Exécutif désigne son remplaçant qui achève le mandat.

**Art. 6.** Le siège de la Commission est fixé à Namur.

**Art. 7.** La Commission est subdivisée en 3 sections :

- section Réglementation;
- section Programme de réduction de la pollution;
- section Objectifs de qualité et Autorisations de déversement.

La section Réglementation a pour mission d'émettre un avis sur les projets d'arrêtés réglementaires qui doivent être soumis à la Commission.

La section Programme de réduction de la pollution a pour mission d'émettre un avis sur les projets d'arrêtés pris en vertu des chapitres IV et V du décret et notamment sur le programme pluriannuel de réduction de la pollution des eaux de surface et sur ses mises à jour annuelles, ainsi que sur les techniques d'épuration utilisées et existantes, à l'exception des projets d'arrêtés réglementaires.

La section Objectifs de qualité et Autorisations de déversement a pour mission d'émettre un avis sur tous les projets d'arrêtés pris en vertu des chapitres II et III du décret, à l'exception des projets d'arrêtés réglementaires et à l'exception des avis sur les recours formulés en vertu de l'article 14 du décret.

Sauf décision du Ministre, l'avis de la section compétente remplace l'avis de la Commission.

**Art. 8.** Les sections sont composées de membres de la Commission.

Elles se constituent lors de la première réunion de la Commission.

Il appartient aux membres de chaque groupe, tels que visés à l'article 2, de choisir les représentants des différentes sections en respectant les compositions qui suivent.

La section Réglementation comprend :

- 1 représentant de l'industrie;
- 1 représentant des agriculteurs et éleveurs;
- 1 représentant des producteurs d'eau;
- 3 représentants des travailleurs;
- 1 représentant des consommateurs;
- 1 représentant de fédération des pêcheurs;
- 1 représentant du commerce et des classes moyennes;
- 1 représentant des associations de protection de l'environnement;
- 2 représentants des organismes d'épuration.

La section Programme de Réduction de la pollution comprend :

- 1 représentant de l'industrie;
- 1 représentant des producteurs d'eau;
- 1 représentant des travailleurs;
- 1 représentant des consommateurs;
- 2 représentants des associations de protection de l'environnement;
- 1 représentant de fédération de pêcheurs;
- 1 représentant de la ligue régionale de yachting belge;
- 4 représentants des organismes d'épuration.

La section Objectifs de qualité et Autorisations de déversement comprend :

- 1 représentant de l'industrie;
- 1 représentant du commerce et des Classes Moyennes;
- 1 représentant des agriculteurs et éleveurs;
- 2 représentants des producteurs d'eau;
- 1 représentant des travailleurs;
- 2 représentants des associations de protection de l'environnement;
- 1 représentant de fédération de pêcheurs;
- 1 représentant de la Ligue francophone de Natation;
- 2 représentants des organismes d'épuration.

Le président et le vice-président peuvent participer aux travaux des sections.

Le président ou le vice-président préside la séance de travail. En leur absence, un président de séance est désigné par les membres présents.

**Art. 9.** Le bureau de la Commission est composé du président, du vice-président et d'un représentant désigné par chaque groupe visé à l'article 2.

Le bureau organise les travaux de la Commission, répartit le travail entre les sections, assure la conduite du secrétariat, et gère le budget annuel alloué au fonctionnement de la Commission.

Chaque année, le Ministre arrête le budget de fonctionnement de la Commission. Le budget est limité aux frais de la Commission, aux frais de déplacement des membres et aux frais d'audition des experts.

**Art. 10.** Le secrétariat de la Commission et des sections est assuré conformément à l'article 4, § 3, du décret du 25 mai 1983 modifiant, en ce qui concerne le Conseil économique régional pour la Wallonie, la loi-cadre du 15 juillet 1970 portant organisation de la planification et de la décentralisation économique et instaurant un Conseil économique et social de la Région wallonne.

Le secrétaire et ses adjoints éventuels sont désignés par le C.E.S.R.W.

Le secrétaire ou l'un de ses secrétaires adjoints assiste aux réunions de la Commission, du bureau, des sections auprès desquels il assume la fonction de rapporteur.

Le secrétaire réunit la documentation utile aux travaux de la Commission et remplit toutes les missions nécessaires au bon fonctionnement de celle-ci.

**Art. 11.** La Commission émet ses avis à la demande du Ministre.

**Art. 12.** La Commission et la section se réunissent sur convocation du président qui fixe l'ordre du jour. La Commission se réunit en séance plénière au moins une fois l'an et pour l'approbation du rapport d'activité.

Le président est tenu de réunir la Commission ou les sections dans les quinze jours qui suivent la demande.

**Art. 13.** La Commission établit un rapport annuel d'activité qu'elle présente au Ministre. Dans ce rapport apparaît distinctivement l'activité de chaque section.

**Art. 14.** La Commission ne délibère valablement que si la moitié des membres au moins sont présents.

La section ne délibère valablement que si six des membres au moins sont présents.

Si cette condition n'est pas remplie, la Commission ou les sections sont reconvoquées à huitaine avec le même ordre du jour et elles votent valablement quel que soit le nombre de membres présents.

Les avis sont pris à la majorité des voix émises. En cas de partage de voix, la voix du président de séance est prépondérante.

A la demande d'un membre de la Commission ou de la section concernée une note de minorité peut être jointe à l'avis.

**Art. 15.** Le Directeur général des Ressources Naturelles et de l'Environnement ou les délégués qu'il désigne présentent à la Commission ou à la section les projets qui lui sont soumis.

Ils assistent avec voix consultative aux réunions de la Commission et des sections.

La Commission et les sections peuvent inviter des experts.

**Art. 16.** Tout participant aux réunions de la Commission ou des sections bénéficie des remboursements des frais de déplacement suivant les modalités prévues par les arrêtés royaux du 24 décembre 1984 fixant les indemnités pour frais de séjour des membres du personnel des ministères et du 18 janvier 1985 portant réglementation générale en matière de frais de parcours tels que modifiés ultérieurement.

Les membres de la Commission sont assimilés pour l'application des arrêtés précités aux agents de rang 15, leur fonction n'étant pas rémunérée pour le surplus.

**Art. 17.** La Commission établit son règlement d'ordre intérieur qu'elle soumet à l'approbation du Ministre.

Ce règlement doit notamment prévoir :

- 1° le mode de convocation et de délibération;
- 2° les formes de présentation de l'avis;
- 3° la périodicité des réunions;
- 4° la procédure d'auditions éventuelles d'experts;
- 5° la répartition des sections;
- 6° la désignation des présidents de séance pour chaque section;
- 7° les règles de participation aux séances.

**Art. 18. § 1er.** Lorsque l'avis porte sur des projets d'arrêtés réglementaires, celui-ci doit être donné dans le délai de quarante jours. Passé ce délai, l'avis est réputé favorable.

§ 2. Pour toute autre question relative à la protection des eaux de surface, l'avis est donné dans le délai fixé par le Ministre sans être inférieur à un mois.

§ 3. L'avis est transmis par le bureau au Ministre qui juge de la publicité qu'il convient d'assurer aux avis donnés par la Commission et les Sections.

**Art. 19.** Le Ministre qui a la protection des eaux de surface dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 26 juin 1986.

Le Ministre-Président de la Région wallonne,  
M. WATHELET

Le Ministre de l'Aménagement du Territoire, de la Vie rurale  
et de l'Eau pour la Région wallonne,  
A. LIENARD

#### UBERSETZUNG

D. 86 — 1433

**26. JUNI 1986. — Erlass der Wallonische Regionalverwaltung zur Festlegung der Zusammensetzung und der Arbeitsweise des beratenden Ausschusses für den Schutz des Oberflächenwassers gegen Verschmutzung**

Aufgrund des Sondergesetzes vom 8. August 1980 zur Reform der Institutionen, insbesondere der Artikel 6 § 1 II und 6 § 1 Punkt 2;

Aufgrund des Dekrets vom 25. Mai 1983 zur Abänderung, was den Regionalen Wirtschaftsrat für Wallonien betrifft, des Rahmengesetzes vom 15. Juli 1970 zur Organisation der Planung und der wirtschaftlichen Dezentralisierung und zur Einführung eines Wirtschafts- und Sozialrates der Wallonischen Region;

Aufgrund des Dekrets vom 7. Oktober 1985 über den Schutz des Oberflächenwassers gegen Verschmutzung, insbesondere des Artikels 40;

Aufgrund des Erlasses der Exekutive vom 23. Dezember 1985 zur Abänderung der Erlasses vom 27. Januar 1982 zur Regelung der Arbeitsweise der Wallonischen Regionalexekutive;

Aufgrund des Erlasses der Exekutive vom 23. Dezember 1985 zur Abänderung der Unterzeichnung der Urkunden der Exekutive;

Aufgrund des Erlasses der Exekutive vom 23. Dezember 1985 zur Festlegung der Verteilung der Zuständigkeiten unter die Minister, Mitglieder der Exekutive;

Aufgrund des am 8. Juni 1986 abgegebenen Gutachtens der Finanzinspektion;

Aufgrund der am 12. Januar 1973 koordinierten Gesetze über den Staatsrat, insbesondere des Artikels 3, § 1, abgeändert durch das ordentliche Gesetz vom 9. August 1980 zur Reform der Institutionen;

In der Erwägung, dass es wichtig ist, dass der Beratende Ausschuss innerhalb kürzester Frist seine Tätigkeiten aufnehmen kann, weil sein Gutachten vor der Verabschiedung des grössten Teils der Erlasse zur Durchführung des Dekrets über den Schutz des Oberflächenwassers gegen Verschmutzung erforderlich ist;

Aufgrund der Dringlichkeit;

Auf Vorschlag des Ministers der Raumordnung, des Landlebens und des Wassers für die Wallonische Region,

Beschliesst die Wallonische Regionalexekutive :

**Artikel 1.** Im Sinne des vorliegenden Erlasses versteht man unter Minister : das Mitglied der Wallonischen Regionalexekutive, zu dessen Zuständigkeiten der Schutz des Oberflächenwassers gehört.

**Art. 2.** Der Beratende Ausschuss für den Schutz des Oberflächenwassers gegen Verschmutzung besteht aus drei Gruppen von jeweils 12 Mitgliedern :

1. Die erste Gruppe umfasst Mitglieder, die unter den Kandidaten ernannt werden, die von den Organisationsvorgesetzten vorgeschlagen werden, die die Industrie, den Handel und den Mittelstand, die Landwirte und die Züchter, die Arbeitnehmer vertreten, und zwar :

- 3 Vertreter der Wallonischen Union der Betriebe;
- 2 Vertreter der Wallonischen Mittelstandsvereinigung;
- 1 Vertreter der Belgischen Landwirtschaftsallianz;
- 1 Vertreter der Landwirtschaftlichen Berufsverbände;
- 2 Vertreter des Allgemeinen Belgischen Gewerkschaftsbundes;
- 2 Vertreter des Zentralverbands der Christlichen Gewerkschaften;
- 1 Vertreter der Allgemeinen Zentrale der Liberalen Gewerkschaften Belgiens.

2. Die zweite Gruppe umfasst Mitglieder, die unter den Kandidaten ernannt werden, die vorgeschlagen werden von den Umweltschutzvereinigungen, von Organisationen, die die Fischer vertreten von den Verbänden für Schwimmsport und Wassersport und von den Organisationen, die die Verbraucher vertreten, und zwar :

— 5 Vertreter von Umweltschutzvereinigungen, einen für jede wallonische Provinz und einen für den Bezirk Nivelles, nämlich:

- für die Provinz Lüttich 1 Vertreter der Vennfreunde;
- für die Provinz Luxemburg 1 Vertreter der « Groupe de Développement de l'Ourthe Moyenne »;
- für die Provinz Namür 1 Vertreter von « Inter-Environnement Wallonie »;
- für die Provinz Hennegau 1 Vertreter der « Amis de la Terre » (Mons);
- für den Bezirks Nivelles 1 Vertreter der A.D.E.S.A.
- 2 Vertreter des Sportverbands der französischsprachigen Fischer Belgiens;
- 1 Vertreter der « Fédération provinciale des pêcheurs du Hainaut »;
- 1 Vertreter des französischsprachigen Schwimmbundes;
- 1 Vertreter des Regionalen Bundes des Belgischen Jachtsports;
- 1 Vertreter der Verbrauchervereinigung « Test-Achats »;
- 1 Vertreter des Bundes der Familien.

3. Die dritte Gruppe umfasst :

— Mitglieder, die unter den Kandidaten ernannt werden, die von der Organisation vorgeschlagen werden, die die Trinkwasseraufbereiter vertritt, und zwar :

— 4 Vertreter der Nationalen Vereinigung der Wasserverorgungsdienste (ANSEAU).

— Mitglieder die von Vereinigungen für die Klärung vorgeschlagen werden, und zwar :

— 8 Vertreter, nämlich einen Ingenieur oder, wenn dies nicht möglich ist, einen im Bereich der Klärung spezialisierten Techniker, der von jeder Vereinigung für die Klärung vorgeschlagen wird.

Die Mitglieder des Ausschusses müssen ihren Wohnsitz in der Wallonischen Region haben und mindestens 21 Jahre alt sein.

Alle Einrichtungen, Organisationen, Verbände oder Vereinigungen, die in Artikel 2 erwähnt sind, dürfen nur in einer einzigen Eigenschaft im Ausschuss vertreten sein.

**Art. 3.** Alle Einrichtungen, Organisationen, Verbände oder Vereinigungen, die in Artikel 2 erwähnt sind, legen dem Minister pro erteiltes Mandat eine doppelte Liste von effektiven Kandidaten und von Ersatzkandidaten vor.

Die effektive und Ersatzmitglieder werden vom Minister ernannt.

In abwesenheit des effektiven Mitglieds nimmt das Ersatzmitglied an den Arbeiten des Ausschusses teil.

**Art. 4.** Die Mandate sind persönliche Mandate und werden für eine Dauer von Jahren erteilt. Sie beginnen am Tag, an dem den Betreffenden der Erlass zur Ernennung der Mitglieder des Ausschusses zugestellt wird.

Wenn ein effektives Mandat vor seinem Ablauf frei wird, beendet das Ersatzmitglied das laufende Mandat.

Auf den ausdrücklichen Beschluss des Ministers hin können das Amt der Ausschussmitglieder durch den Verlust der Eigenschaft enden, aufgrund derer sie ernannt worden sind.

Am Ende der vierjährigen Periode wird der Ausschuss unter den in den Artikeln 2 und 3 bestimmten Bedingungen erneuert. Die Kandidaturen werden mindestens 3 Monate vor Ablauf des Mandats vorgelegt. Ausser in Falle eines aussergewöhnlichen Umstandes ernannt der Minister die neuen Mitglieder spätestens am Ende der obenerwähnten Periode.

**Art. 5.** Der Präsident und der Vizepräsident werden von der Exekutive ernannt, eventuell auch ausserhalb der in Artikel 3 erwähnten Personen.

Im Falle des Rücktritts oder des Todes des Präsidenten führt der Vizepräsident des Vorsitz, bis die Exekutive seinen Stellvertreter ernannt hat.

Im Falle des Rücktritts oder des Todes des Vizepräsidenten ernannt die Exekutive seinen Stellvertreter, der das Mandat beendet.

**Art. 6.** Der Sitz des Ausschusses ist in Namür festgelegt.

**Art. 7.** Der Ausschuss ist in 3 Abteilungen eingeteilt :

- Abteilung « Reglementierung »;
- Abteilung « Programm zur Einschränkung der Verschmutzung »;
- Abteilung « Ziele bezüglich der Qualität und Einleitungsgenehmigungen ».

Die Abteilung « Reglementierung » hat als Aufgabe, ein Gutachten abzugeben über die Entwürfe von Erlassen Verordnungscharakter, die dem Ausschuss vorgelegt werden müssen.

Die Abteilung « Programm zur Einschränkung der Verschmutzung » hat als Aufgabe, ein Gutachten abzugeben über die Entwürfe von Erlassen, die aufgrund der Kapitel IV und V des Dekrets getroffen werden, und insbesondere über das mehrjährige Programm zur Einschränkung der Verschmutzung des Oberflächenwassers und über dessen jährliche Aktualisierungen sowie über die besten und bestehenden Klärverfahren, mit Ausnahme der Entwürfe von Erlassen mit Verordnungscharakter.

Die Abteilung « Ziele bezüglich der Qualität und Einleitungsgenehmigungen » hat als Aufgabe, ein Gutachten abzugeben über alle Entwürfe von Erlassen, die aufgrund der Kapitel II und III des Dekrets getroffen werden, mit Ausnahme der Entwürfe von Erlassen mit Verordnungscharakter und mit Ausnahme der Gutachten über die aufgrund von Artikel 14 des Dekrets eingelegten Beschwerden.

Das Gutachten der zuständigen Abteilung ersetzt das Gutachten des Ausschusses; es sei denn, der Minister beschliesst anders.

**Art. 8.** Die Abteilungen bestehen aus Mitgliedern des Ausschusses.

Sie werden bei der ersten Versammlung des Ausschusses gebildet.

Die Mitglieder einer jeden Gruppe, so wie sie in Artikel 2 erwähnt sind, wählen die Vertreter der verschiedenen Abteilungen unter Berücksichtigung folgender Zusammensetzungen :

- 1 Vertreter der Industrie;
- 1 Vertreter der Landwirte und Züchter;
- 1 Vertreter der Trinkwasseraufbereiter;
- 3 Vertreter der Arbeitnehmer;
- 1 Vertreter der Verbraucher;
- 1 Vertreter eines Fischerverbandes;
- 1 Vertreter des Handels und des Mittelstands;
- 1 Vertreter der Umweltschutzvereinigungen;
- 1 Vertreter der Vereinigungen für die Klärung.

Die Abteilung « Programm zur Einschränkung der Verschmutzung » umfasst :

- 1 Vertreter der Industrie;
- 1 Vertreter der Trinkwasseraufbereiter;
- 1 Vertreter der Arbeitnehmer;
- 1 Vertreter der Verbraucher;
- 2 Vertreter der Umweltschutzvereinigungen;
- 1 Vertreter eines Fischerverbandes;
- 1 Vertreter des Regionalen Bundes des Belgischen Jachtsports;
- 4 Vertreter der Vereinigungen für die Klärung.

Die Abteilung « Ziele bezüglich der Qualität und Einleitungsgenehmigungen » umfasst :

- 1 Vertreter der Industrie;
- 1 Vertreter des Handels und des Mittelstands;
- 1 Vertreter der Landwirte und Züchter;
- 1 Vertreter der Trinkwasseraufbereiter;
- 1 Vertreter der Arbeitnehmer;
- 2 Vertreter der Umweltschutzvereinigungen;
- 1 Vertreter eines Fischerverbandes;
- 1 Vertreter des französischsprachigen Schwimmbundes;
- 2 Vertreter der Vereinigungen für die Klärung.

Das Präsident und der Vizepräsident können an den Arbeiten der Abteilungen teilnehmen.

Der Präsident oder der Vizepräsident führt bei der Arbeitssitzung den Vorsitz.

Wenn sie abwesend sind, bestimmen die anwesenden Mitglieder einen Sitzungspräsidenten.

**Art. 9.** Das Präsidium des Ausschusses besteht aus dem Präsidenten, dem Vizepräsidenten und einem Vertreter, die von jeder in Artikel 2 erwähnten Gruppe bestimmt werden.

Das Präsidium organisiert die Arbeiten des Ausschusses, teilt die Arbeit unter die Abteilungen auf, sorgt für die Führung des Sekretariats und verwaltet den Jährlichen Betriebshaushalt des Ausschusses.

Jedes Jahr setzt der Minister den Betriebshaushalt des Ausschusses fest.

Der Haushalt ist auf die Kosten des Ausschusses, auf die Fahrkosten der Mitglieder und die Kosten für die Anhörung der Sachverständigen begrenzt.

**Art. 10.** Das Sekretariat des Ausschusses und der Abteilungen wird geführt gemäss Artikel 4, § 3, des Dekrets vom 25. Mai 1983 zur Abänderung, was den Regionalen Wirtschaftsrat für Wallonien betrifft, des Rahmengesetzes vom 15. Juli 1970 zur Organisation der Planung und der wirtschaftlichen Dezentralisierung und zur Einführung eines Wirtschafts- und Sozialrates der Wallonischen Region.

Der Sekretär und seine eventuellen Beigeordneten werden vom W.S.R.W.R. bestimmt.

Der Sekretär oder einer seiner beigeordneten Sekretäre wohnt den Versammlungen des Ausschusses, des Präsidiums, der Abteilungen bei, bei denen er das Amt des Berichterstatters ausübt.

Der Sekretär stellt die Dokumentation zusammen, die für die Arbeiten des Ausschusses nützlich ist, und erfüllt alle Aufgaben, die Erforderlich sind, damit dieser Ausschuss reibungslos arbeiten kann.

**Art. 11.** Der Ausschuss gibt seine Gutachten auf Anforderung des Ministers ab.

**Art. 12.** Der Ausschuss und die Abteilung versammeln sich auf Einberufung durch den Präsidenten, der die Tagesordnung festlegt. Mindestens einmal im Jahr und für die Genehmigung des Tätigkeitsberichts tagt der Ausschuss in Vollversammlung.

Das Präsidium muss den Ausschuss oder die Abteilung innerhalb fünfzehn Tagen nach der Anforderung zusammenrufen.

**Art. 13.** Der Ausschuss erstellt einen jährlichen Tätigkeitsbericht, den er dem Minister vorlegt. In diesem Bericht wird die Tätigkeit einer jeden Abteilung einzeln festgehalten.

**Art. 14.** Die Beschlüsse des Ausschusses sind nur gültig, wenn mindestens die Hälfte der Mitglieder anwesend ist.

Die Beschlüsse der Abteilungen sind nur gültig, wenn mindestens sechs Mitglieder anwesend sind.

Ist diese Bedingung nicht erfüllt, wird die Sitzung des Ausschusses oder der Abteilungen mit derselben Tagesordnung um acht Tage verschoben, und seine bzw. ihre Beschlüsse sind gültig unabhängig von der Anzahl anwesender Mitglieder.

Die Gutachten werden mit der Mehrheit der abgegebenen Stimmen verabschiedet.

Bei Stimmgleichheit ist die Stimme des Sitzungspräsidenten ausschlaggebend.

Auf Antrag eines Mitgliedes des Ausschusses oder der betreffenden Abteilung kann dem Gutachten eine Note der Minderheit beigelegt werden.

**Art. 15.** Der Generaldirektor der Naturschätze und der Umwelt oder die von ihm bestimmten Stellvertreter legen dem Ausschuss oder der Abteilung die Entwürfe vor, die ihm unterbreitet werden.

Sie wohnen den Versammlungen des Ausschusses und der Abteilungen mit beratender Stimme bei.

Der Ausschuss und die Abteilungen können Sachverständige hinzuziehen.

**Art. 16.** Jeder Teilnehmer an den Versammlungen des Ausschusses oder der Abteilungen erhält Vergütungen für die Fahrkosten gemäss den Modalitäten, die im Königlichen Erlass vom 24. Dezember 1964 zur Festlegung der Vergütungen für Aufenthaltskosten der Mitglieder des Personals der Ministerien und im Königlichen Erlass vom 18. Januar 1965 zur allgemeinen Regelung in Sachen Fahrkosten — so wie sie später abgeändert worden sind — vorgesehen sind.

Die Mitglieder der Ausschüsse werden für die Anwendung der Vorerwähnten Erlasse den Bediensteten des Ranges 15 gleichgestellt, da sie ihr Amt im übrigen ohne Entgelt ausüben.

**Art. 17.** Der Ausschuss gibt sich eine Geschäftsordnung und legt sie dem Minister zur Genehmigung vor.

In dieser Ordnung ist insbesondere folgendes vorzusehen :

- 1) die Form der Einberufung und der Beschlussfassung;
- 2) die Formen der Abfassung der Gutachten;
- 3) die Häufigkeit der Versammlungen;
- 4) das Verfahren für eventuelle Anhörungen von Sachverständigen;
- 5) die Aufteilung in Abteilungen;
- 6) die Bestimmung der Sitzungspräsidenten für jede Abteilung;
- 7) die Regeln für die Teilnahme an den Sitzungen.

**Art. 18. § 1.** Wenn das Gutachten Entwürfe von Erlassen mit Verordnungscharakter betrifft, muss dieses innerhalb vierzig Tagen abgegeben werden.

Nach Ablauf dieser Frist gilt das Gutachten als günstig.

§ 2. Für jegliche andere Frage in bezug auf den Schutz des Oberflächenwassers wird das Gutachten innerhalb der vom Minister festgelegten Frist abgegeben, wobei diese nicht unter einem Monat liegen darf.

§ 3. Das Präsidium leitet das Gutachten an den Minister weiter, der über die öffentliche Bekanntmachung der von dem Ausschuss und den Abteilungen abgegebenen Gutachten entscheidet.

**Art. 19.** Der Minister, zu dessen Zuständigkeiten der Schutz des Oberflächenwassers gehört, ist mit der Durchführung dieses Erlasses beauftragt.

Brüssel, den 26. Juni 1986.

Der Minister-Präsident der Wallonischen Region,  
M. WATHELET

Der Minister der Raumordnung, und des Wasserwesens  
für die Wallonische Region,  
A. LIENARD

## VERTALING

N. 86 — 1433

**26 JUNI 1986. — Besluit van de Waalse Gewestexecutieve houdende vaststelling van de samenstelling en van de werking van de Commissie van advies voor de bescherming van de oppervlaktewateren tegen verontreiniging**

De Waalse Gewestexecutieve,

Gelet op de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, inzonderheid op de artikelen 6, § 1, II, 1<sup>o</sup> en 6, § 1, V, 2<sup>o</sup>;

Gelet op het decreet van 25 mei 1983 tot wijziging, van de Gewestelijke Economische Raad voor Wallonië betreffende, van de kader-wet van 15 juli 1970 houdende organisatie van de planning en economische decentralisatie en houdende inrichting van een Economische et Sociale Raad van het Waalse Gewest;

Gelet op het decreet van 7 oktober 1985 op de bescherming van de oppervlaktewateren tegen de verontreiniging, inzonderheid op artikel 48;

Gelet op het besluit van de Executieve van 23 december 1985 tot wijziging van het besluit van 27 januari 1982 houdende regeling van de werking van de Waalse Gewestexecutieve;

Gelet op het besluit van de Executieve van 23 december 1985 tot wijziging van het besluit van de Executieve van 22 april 1982 houdende regeling van de ondertekening van de akten van de Executieve;

Gelet op het besluit van de Executieve van 23 december 1985 houdende vaststelling van de verdeling van de bevoegdheden onder de Ministers, Leden van de Executieve;

Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën, d.d. 6 juni 1986;

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 3, § 1, gewijzigd bij de gewone wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen;

Overwegende dat het geboden is dat de Commissie van advies haar activiteiten ten spoedigste kan uitoefenen omdat haar advies voorafgaand aan de goedkeuring van het grootste gedeelte van de uitvoeringsbesluiten van het decreet op de bescherming van oppervlaktewateren tegen de verontreiniging vereist is;

Gelet op de dringende noodzaak;

Op de voordracht van de Minister van de Ruimtelijke Ordening, van het Landleven en van het Water voor het Waalse Gewest,

Besluit :

**Artikel 1.** In de zin van dit decreet wordt verstaan onder Minister : het lid van de Waalse Gewestexecutieve tot wiens bevoegdheid de bescherming van de oppervlaktewateren behoort.

**Art. 2.** De Commissie van advies voor de bescherming van de oppervlakte wateren tegen de verontreiniging bestaat uit drie groepen van elke twaalf leden :

1<sup>o</sup> De eerste groep omvat leden, benoemd uit de kandidaten voorgedragen door de organisaties die representatief zijn voor de industrie, de handel en de middenstand, de landbouwers en de veehouders, de werknemers, met name :

- 3 vertegenwoordigers van de Union Wallonne des Entreprises;
- 2 vertegenwoordigers van de Entente Wallonne des Classes Moyennes;
- 1 vertegenwoordiger van de Alliance Agricole Belge;
- 1 vertegenwoordiger van de Unions Professionnelles Agricoles;
- 2 vertegenwoordigers van de Fédération Générale du Travail de Belgique;
- 2 vertegenwoordigers van de Confédération des Syndicats Chrétiens;
- 1 vertegenwoordiger van de Confédération Générale du Syndicat Libéral de Belgique.

2<sup>o</sup> De tweede groep omvat leden, benoemd uit de kandidaten voorgedragen door de verenigingen voor de bescherming van het leefmilieu, de organisaties die representatief zijn voor de vissers, de federaties voor de zwemsport en vrijetijdsbesteding in de sektor van de watersport en de organisaties die representatief zijn voor de verbruikers, met name :

— 5 vertegenwoordigers van verenigingen voor de bescherming van het leefmilieu, één voor elke provincie en één voor het arrondissement Nijvel met name :

- 1 vertegenwoordiger van de Amis des Fagnes voor de provincie Luik;
- 1 vertegenwoordiger van de Groupe de Développement de l'Ourthe Moyenne voor de provincie Luxemburg;
- 1 vertegenwoordiger van Inter-Environnement Wallonie voor de provincie Namen;
- 1 vertegenwoordiger van de Amis de la Terre (Bergen) voor de provincie Henegouwen;
- 2 vertegenwoordigers van de Fédération sportive des pêcheurs francophones de Belgique;
- 1 vertegenwoordiger van de Fédération provinciale des Pêcheurs du Hainaut;
- 1 vertegenwoordiger van de Ligue francophone de Natation;
- 1 vertegenwoordiger van de Ligue régionale de yachting belge;
- 1 vertegenwoordiger van de Verbruikersvereniging « Test-Achat »;
- 1 vertegenwoordiger van de Ligue des Families.

3<sup>o</sup> De derde groep omvat

— leden benoemd uit de kandidaten voorgedragen door de organisaties die representatief zijn voor de producenten van drinkwater, met name :

- 4 vertegenwoordigers van de Association Nationale des Services d'Eau (ANSEAU);
- leden door zuiveringsinstellingen, met name :

8 vertegenwoordigers, hetzij een ingenieur of bij ontstentenis een technicus gespecialiseerd inzake zuivering voorgedragen elke zuiveringsinstelling.

De leden van de Commissie moeten in het Waalse Gewest wonen en tenminste 21 jaar oud zijn.



**Art. 3.** Elke instelling, organisatie, federatie of vereniging bedoeld in artikel 2 legt aan de Minister een dubbele lijst van kandidaten werkend lid en van kandidaten plaatsvervangend lid per toegewezen mandaat voor

De werkende en plaatsvervangende leden worden door de Minister benoemd.

De plaatsvervanger neemt deel aan de vergadering van de Commissie bij afwezigheid van het werkend lid.

**Art. 4.** De mandaten zijn persoonlijk en worden toegekend voor een duur van 4 jaar. Ze gaan in de dag waarop het besluit houdende benoeming van de leden van de Commissie aan de betrokkenen wordt betekens.

Bij vacature voot het einde van een werkend mandaat beëindigt het plaatsvervangend lid het lopende mandaat.

Bij uitdrukkelijke beslissing van de Minister kunnen de functies van leden van de Commissie eindigen door het verlies van de hoedanigheid waarvoor zij worden benoemd.

Aan het einde van het periode van vier jaar wordt de Commissie hernieuwd overeenkomstig de in de artikelen 2 en 3 bedoelde voorwaarden. De kandidaatstellingen worden tenminsten 3 maanden voor het einde van de periode ingediend. Behoudens uitzonderlijke omstandigheden worden de nieuwe leden door de Minister benoemd uiterlijk bij de verstrijken van de hierboven bedoelde periode.

**Art. 5.** De voorzitter en de ondervoorzitter worden door de Executieve eventueel buiten de in artikel 2 bedoelde personen aangewezen.

In geval van ontslag of overlijden van de voorzitter neemt de ondervoorzitter het voorzitterschap waar tot dat de Executieve zijn plaatsvervanger heeft aangewezen.

In geval van ontslag of overlijden van de ondervoorzitter wijst de Executieve zijn plaatsvervanger aan die het mandaat voleindigt.

**Art. 6.** De zettel van de Commissie is te Namen gevestigd.

**Art. 7.** De Commissie wordt in 3 afdelingen ingedeeld :

- afdeling Reglementering;
- afdeling Programma ter vermindering van de verontreiniging;
- afdeling Doelstellingen inzake kwaliteit en Machtigingen tot lozing.

De afdeling Reglementering heeft als opdracht een advies uit te brengen over de ontwerpen van reglementaire besluiten die aan de Commissie moeten voorgelegd worden.

De afdeling Programma ter vermindering van de verontreiniging heeft als opdracht een advies uit te brengen over de krachtens de hoofdstukken IV en V van het decreet genomen besluitontwerpen en inzonderheid over het meerjarig programma ter vermindering van de verontreiniging van de oppervlaktewateren en over jaarlijkse bijwerkingen ervan, alsmede over de gebruikte en bestaande zuiveringstechnieken, met uitsluiting van de ontwerpen van reglementaire besluiten.

De Doelstellingen inzake kwaliteit en Machtigingen tot lozing heeft als opdracht een advies uit te brengen over alle besluitontwerpen genomen krachtens de hoofdstukken II en III van het decreet, met uitsluiting van de ontwerpen van reglementaire besluiten en met uitsluiting van de advies over de krachtens artikel 14 van het decreet ingestelde beroepen.

Behoudens beslissing van de Minister vervangt het advies van de bevoegde afdeling het advies van de Commissie.

**Art. 8.** De afdelingen bestaan uit leden van de Commissie.

Zij worden samengesteld op de eerste vergadering van de Commissie.

De leden van elke groep zoals bedoeld in artikel 2 dienen de vertegenwoordigers van de verschillende afdelingen te kiezen met inachtneming van de volgende samenstelling.

De afdeling Reglementering omvat :

- 1 vertegenwoordiger van de industrie;
- 1 vertegenwoordiger van de landbouwers en de veehouders;
- 1 vertegenwoordiger van de producenten van water;
- 3 vertegenwoordigers van de werknemers;
- 1 vertegenwoordiger van de verbruikers;
- 1 vertegenwoordiger van de vissersfederatie;
- 1 vertegenwoordiger van de handel en de middenstand;
- 1 vertegenwoordiger van de verenigingen voor de bescherming van het leefmilieu;
- 2 vertegenwoordigers van de zuiveringsinstellingen;

De afdeling Programma ter vermindering van de verontreiniging omvat :

- 1 vertegenwoordiger van de industrie;
- 1 vertegenwoordiger van de producenten van water;
- 1 vertegenwoordiger van de werknemers;
- 1 vertegenwoordiger van de verbruikers;
- 2 vertegenwoordigers van de verenigingen voor de bescherming van het leefmilieu;
- 1 vertegenwoordiger van de vissersfederatie;
- 1 vertegenwoordiger van de Ligue régionale de yachting belge;
- 4 vertegenwoordigers van de zuiveringsinstellingen.

De afdeling Doelstellingen inzake kwaliteit en Machtigingen tot lozing omvat :

- 1 vertegenwoordiger van de industrie;
- 1 vertegenwoordiger van de handel en de middenstand;
- 1 vertegenwoordiger van de landbouwers en de veehouders;
- 2 vertegenwoordigers van de producenten van water;
- 1 vertegenwoordiger van de werknemers;
- 2 vertegenwoordigers van de vissersfederatie;
- 1 vertegenwoordiger van de Ligue francophone de Natation;
- 2 vertegenwoordigers van de zuiveringsinstellingen.

De voorzitter en de ondervoorzitter kunnen aan de werkzaamheden van de afdelingen deelnemen.

De voorzitter of de ondervoorzitter zit de werkvergadering voor. Bij hun afwezigheid wordt een vergaderingsvoorzitter door de aanwezige leden aangewezen.

**Art. 9.** Het bureau van de Commissie bestaat uit de voorzitter, de ondervoorzitter en uit een door elke groep bedoeld in artikel 2 aangewezen vertegenwoordiger.

Het bureau regelt de werkzaamheden van de Commissie, verdeelt het werk onder de afdelingen, verzekert het bestuur van de secretariaat en beheert de jaarlijkse begroting toegekend voor de werking van de Commissie.

Elk jaar stelt de Minister de werkingsbegroting van de Commissie vast.

De begroting wordt beperkt tot de kosten van de Commissie, aan de reiskosten van de leden en tot de kosten voor het horen van de deskundigen.

**Art. 10.** De secretariaat van de Commissie en van de afdelingen wordt verzekerd overeenkomstig het artikel 4, § 3, van het decreet van 25 mei 1983 houdende wijziging, wat de Gewestelijke Economische Raad voor Wallonië betreft, van de kader-wet van 15 juli 1970 houdende organisatie van de planning en economische decentralisatie en houdende inrichting van een Economische en Sociale Raad van het Waalse gewest.

De secretaris en zijn eventuele adjuncten worden door de E.S.R.W.G. aangewezen. De secretaris of één van zijn adjunct-secretarissen neemt deel aan de vergaderingen van de Commissie, van het bureau, van de afdelingen waarin hij het ambt van verslaggever uitoefent.

De secretaris verzamelt de documentatie die nodig is voor de werkzaamheden van de Commissie en oefent alle opdrachten die nodig zijn voor de goede werking ervan.

**Art. 11.** De Commissie brengt zijn adviezen uit op verzoek van de Minister.

**Art. 12.** De Commissie en de afdeling komen bijeen na oproeping door de voorzitter die de dagorde vaststelt. De Commissie komt in plenaire vergadering bijeen minstens één maal per jaar en voor de goedkeuring van het activiteitsverslag.

De voorzitter dient de Commissie of de afdelingen samen te roepen binnen vijftien dagen na het verzoek.

**Art. 13.** De Commissie maakt een jaarlijkse activiteitsverslag op dat ze aan de Minister voorlegt. Dit verslag vermeldt afzonderlijk de activiteit van elke afdeling.

**Art. 14.** De Commissie beraadslaagt en beslist alleen geldig als tenminste de helft van de leden aanwezig zijn.

De afdeling beraadslaagt en beslist alleen geldig als tenminste zes leden aanwezig zijn.

Indien aan die voorwaarde niet is voldaan, worden de Commissie of de afdelingen met dezelfde dagorde opnieuw samen geroepen binnen acht dagen en stemmen zij geldig ongeacht het aantal aanwezige leden.

De adviezen worden genomen bij meerderheid van stemmen. Bij staking van stemmen is de stem van de voorzitter doorslaggevend.

Op verzoek van één lid van Commissie of van de betrokken afdeling mag een minderheidsnota bij het advies gevoegd worden.

**Art. 15.** De Directeur-generaal van Natuurlijke Hulpbronnen en Leefmilieu of de door hem aangewezen gemachtigden stellen aan de Commissie of aan de afdeling voor de ontwerpen voor die eraan moeten voorgelegd worden.

Ze wonen met raadgevende stem de vergaderingen van de Commissie en van de afdelingen bij.

De Commissie en de afdelingen kunnen deskundigen uitnodigen.

**Art. 16.** Ieder deelnemer aan de vergaderingen van de Commissie of van afdelingen geniet de terugbetaling van zijn reiskosten volgens de modaliteiten bepaald door de koninklijke besluiten van 24 december 1984 tot vaststelling van de vergoedingen wegens verblijfkosten toegekend aan de leden van het personeel der ministeries en van 18 januari 1985 houdende algemene regeling inzake reiskosten zoals deze achteraf zijn gewijzigd.

De leden van de Commissie worden voor de toepassing van de voormelde besluiten gelijkgesteld met de ambtenaren van rang 15, hoewel hun ambt anderzijds niet bezoldigd is.

**Art. 17.** De Commissie stelt haar reglement van orde vast dat ze ter goedkeuring aan de Minister voorlegt.

Dit reglement moet inzonderheid bepalen :

- 1° de wijze van oproeping en van beslissing;
- 2° de vormen inzake inkleiding van het advies;
- 3° de periodiciteit van de vergaderingen;
- 4° de procedure inzake eventueel horen van deskundigen;
- 5° de indeling in afdelingen;
- 6° de aanwijzing van de vergaderingsvoorzitters voor elke afdeling;
- 7° de regels inzake deelneming aan de vergaderingen.

**Art. 18. §1.** Als het advies betrekking heeft op ontwerpen van reglementaire besluiten moet het binnen veertig dagen verstrekt worden.

Na die termijn wordt het advies geacht gunstig te zijn.

§ 2. Voor elke andere kwestie betreffende de bescherming van oppervlaktewateren wordt het advies uitgebracht binnen de door de Minister vastgestelde termijn, die niet minder dan één maand mag bedragen.

§ 3. Het advies wordt door het bureau aan de Minister gestuurd die oordeelt over de openbaarheid die aan de door de Commissie en de Afdelingen uitgebrachte adviezen moet gegeven worden.

**Art. 19.** De Minister tot wiens bevoegdheid de bescherming van de oppervlakte behoort is belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 26 juni 1986.

De Minister-Voorzitter van het Waalse Gewest,  
M. WATHELET

De Minister van de Ruimtelijke Ordening, het Landleven  
en het Water voor het Waalse Gewest,  
A. LIENARD